

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL LA GAUVINIÈRE

RUMELLEN
22530 Saint-Gilles-Vieux-Marché

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052205519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement EARL LA GAUVINIÈRE implanté RUMELLEN 22530 Saint-Gilles-Vieux-Marché. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LA GAUVINIÈRE
- RUMELLEN 22530 Saint-Gilles-Vieux-Marché
- Code AIOT : 0052205519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation IED avec production de volailles réalisant du compostage et non soumise au seuil d'obligation de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations	Arrêté Ministériel du	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	électriques et techniques	27/12/2013, article 14		
7	Bordereaux import, export	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	Modification notable apportée aux activités	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46- I et II	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
11	Dispositions relatives au compostage.	Arrêté Préfectoral du 14/02/2007, article 3	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement	Sans objet
2	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 14/02/2007, article 1	Sans objet
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
5	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
6	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Sans objet
10	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 2-4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Défaut de traçabilité du process de compostage et de suivi des matières issus des déjections animales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2007, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : RESPECT EFFECTIFS
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :

<p>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</p> <p>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats : Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats : Non conforme.</p> <p>-La cuve à fioul en métal simple paroi proche du groupe électrogène et proche de l'habitation des exploitants présente de la corrosion et aucune solution de rétention n'est mise en œuvre concernant le risque de fuite de fioul.</p>
<p>Observations : -Certaines cuves à gaz (N°4 et 5..) liquéfié sont situées approximativement 3 m de poulaillers. Les justificatifs d'entretien de ses cuves ont été fournis . Il n'a pas été vérifié si l'exploitation est soumise à la rubrique 4718 [Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une</p>

qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)]. L'exploitant devra indiquer dans son prochain dossier si l'exploitation est soumise à déclaration: autres exploitations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (seuil de déclaration).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : Conforme.
Observations : La dernière mise à jour du plan d'épandage indiquait la présence de trois prêteurs de terres (pas de prêteur actuellement).

Les dénonciations des contrats réalisées en 2018 ont été transmises à l'inspection des Installations Classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bordereaux import, export

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
<p>Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p>
<p>Constats : Non conforme, des incohérences entre les bordereaux de transports et le récapitulatif TERRIAL ont été constatés.</p> <p>Des écarts de tonnage sont constatés entre les bons de transports (document commercial-souche éleveur) et le récapitulatif annuel fourni par le Groupe TERRIAL. A titre d'exemple, le 12 novembre 2021, le tonnage indiqué par le transporteur est de 40,6 tonnes alors que le récapitulatif TERRIAL indique 26,77 tonnes.</p> <p>D'après le récapitulatif TERRIAL, le tonnage annuel livré au Groupe TERRIAL sur la campagne culturale de 2022 est de 322,33 tonnes soit 7542 unités d'azote/an (23,4 unités d'azote/tonne). Il manque donc de l'azote et du phosphore. Or, le contrat porte sur 455 tonnes par an et 10010 unités d'azote (22 unités d'azote/tonne).</p>
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 8 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p>Constats : Non conforme. Les déclarations GERE ne sont pas présentes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4mois

N° 9 : Modification notable apportée aux activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46- I et II
Thème(s) : Élevage, Autorisation environnementale
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : Non conforme. Un contrat a été signé en date du 13 novembre 2018 avec la société TERRIAL pour l'exportation de produits normalisés pour une quantité annuelle de 455 tonnes. L'arrêté initial du 25 juillet 2005 portant autorisation environnementale (avec consultation du public et délibérations des conseils municipaux) prévoyait une production de 180 tonnes de composts repris par les établissements SERAGRI. De plus, cette autorisation concernait 4 poulaillers ne devant pas dépasser 3500 m² (contre 4496 m² de poulaillers actuellement- voir arrêté modificatif du 14 février 2007).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6mois

N° 10 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 2-4
Thème(s) : Élevage, Modifications portées à la connaissance du préfet
Prescription contrôlée : -Toute modification de l'ouvrage ou de ses équipements, notamment de la pompe. -Toute augmentation des valeurs de prélèvements d'eau déclarées.

<p>-Toute modification d'usage du forage, et en cas de prélèvement d'eau, d'usage de l'eau.</p> <p>-L'abandon de l'ouvrage.</p> <p>En outre seront portés à la connaissance du préfet dans un délai d'un mois maximum:</p> <p>-Tout changement du propriétaire de l'ouvrage.</p> <p>-Tout changement d'exploitant en cas d'exploitation concédée du forage</p>
<p>Constats : Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Dispositions relatives au compostage.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2007, article 3</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Traçabilité/ gestion des flux/entretien.</p>
<p>Prescription contrôlée : 3.1-Installation de compostage [...]. 3.2-Exploitation -entretien [...]. 3.3-Gestion des flux - traçabilité [...]. 3.4-Autres</p>
<p>Constats : Non conforme.</p> <p>-La hauteur des andains constatée le jour du contrôle est au minimum de 4-5 mètres (couloirs A et B du hangar à compostage). L'exploitant déclare pouvoir mettre encore plus haut en début de process (au moins 6 m de hauteur). La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées (cf point 3.1.6 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2007). -Il a été constaté le jour du contrôle l'absence de données relatives pour chaque process de compostage par lot conformément au point 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2007 (traçabilité des retournements, quantités d'eau apportée par cycle, relevés de températures avec leur localisation, bilans matières, durées par cycle...) et la non-fonctionnalité de la sonde à température présente sur site. -Norme NFU-42001 (point 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2007): Le seul résultat d'analyse présenté le jour du contrôle présente un résultat sur un amendement de type organique NFU440-051 non visé dans le dossier de base.</p>
<p>Observations : -Au vu de la hauteur des andains constatée le jour du contrôle, il n'est pas établi que le dimensionnement de l'unité de compostage présente sur site soit suffisamment proportionnée au vu des derniers éléments du contrat signé en 2018 avec la société TERRIAL. Pour précision, le plan coupe-façade du hangar à compostage présenté dans le dossier décrit une largeur de 13,80 m, une longueur de 30,20 et une hauteur au faîtage de 7,60 m. L'exploitant indique le jour du contrôle la possibilité d'entrer en cycle de compostage les litières de 4 poulaillers simultanément. -A la demande de l'inspecteur, le retournement effectué par l'exploitant dans le couloir B à permis de constater visuellement une faible humidité à cœur et d'une température peu élevée mettant ainsi en exergue une faible activité microbienne. L'exploitant précise le jour du contrôle l'absence d'utilisation d'activateur. -Précision: L'arrêté du 9 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes précise que les stocks d'engrais organiques et d'engrais organo-minéraux conformes à la norme NF U 42-001 (décembre 1981) modifiée par ses amendements A10 (décembre 2009), A11 (janvier 2014), A12 (mai 2015) peuvent continuer à être mis sur le marché pendant une période de 12 mois à compter du 21/11/2022, suivie de 12 mois supplémentaires pour leur commercialisation. Ces produits stockés chez l'utilisateur final pourront être utilisés jusqu'à</p>

épuisement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6mois